

PHOTO

LE TRAVAIL DE LA MÉMOIRE : OUVRIERS ET IMMIGRÉS DE LA MONTEFORNO À BODIO

La mémoire, un champ de bataille

L'historien qui se confronte aux sources orales, soit à cause de l'absence d'autres sources, soit pour étudier la subjectivité ouvrière, se trouve souvent exposé à un problème frustrant. Dans le cas d'une expérience industrielle importante, qui a influencé pendant une longue période le sort de tout une région, le chercheur fait souvent face à un récit aussi répandu qu'édulcoré. A la construction de celui-ci participent les médias qui, en donnant une version parfois simplifiée, reprise à leur compte par ceux-là mêmes qui ont vécu l'expérience, contribuent à créer une lecture des faits consensuelle qui gomme les blessures et les contradictions. Ou, dans le cas de médias et de journalistes progressistes, on pourra tout au plus assister à l'élaboration d'une mémoire critique, certes, mais orientée en sens interclassiste, à l'enseigne de la souffrance commune et du sacrifice pour le progrès.² Cette narration à laquelle participent des sujets très différents (syndicats, médias, ouvriers, etc.), sédimentée dans la mémoire collective, risque parfois d'influencer le résultat des colloques de l'historien avec ses témoins : quelle valeur peut avoir une collecte de témoignages qui répètent tous la même version acritique avec peu de variantes ? En ces cas la professionnalité de l'intervieweur réside dans sa capacité de distinguer dans le développement de la narration les contradictions, les angles obscurs et de creuser là où quelque chose d'imprévu semble émerger.

Mais cette attitude n'est pas nécessairement appréciée par certains témoins, qui interprètent le travail du chercheur simplement comme la traduction dans le champ³ de la recherche historique de la narration courante et réagissent parfois avec mauvaise humeur aux interprétations critiques, surtout si elles se basent sur leur témoignage. Cela est vrai en particulier pour ce que Paul Thompson appelle « the self-selected group », composé par ceux qui détiennent la mémoire « officielle » d'une communauté : « The self-selected group will rarely be fully representative of a community. It is much more likely to be composed from its central groups – people from a skilled working-class or lower middle-class background. [...] Local history drawn from a more restricted social stratum tends to be more complacent, a re-enactment of community myth. »⁴

Cette sensibilité, cette volonté d'avoir le contrôle sur la mémoire et – si possible – de l'orienter, peut être tout à fait légitime : en racontant l'histoire d'une usine un travailleur raconte aussi sa propre histoire et le regard qu'il jette sur son passé ne peut être trop critique sans faire émerger des blessures que l'on cherche plutôt à apaiser grâce à l'oubli. C'est ce qu'explique par exemple Pierre Bourdieu : « [...] d'au-

tant que les enquêtés peuvent aussi en jouer, consciemment ou inconsciemment, pour tenter d'imposer leur définition de la situation et faire tourner à leur profit un échange dont un des enjeux est l'image qu'ils ont et veulent donner et se donner d'eux-mêmes. »⁵

Cela est d'autant plus vrai si ce passé a été difficile, comme celui des travailleurs immigrés, et si leur condition actuelle comporte une grande amélioration par rapport à celle de leurs premières années en Suisse. Se rappeler aujourd'hui de cette période, des épisodes de racisme, de la pauvreté, de la marginalité sociale risque de mettre en discussion ce très fragile échafaudage que la société qui accueille à l'habitude d'appeler « intégration », et l'image de soi-même que l'on a construit dans le temps pour se détacher de celle d'immigré en haillons, banni et sans droit des premières années en Suisse. Repenser à sa propre histoire migratoire signifie aussi se rappeler toutes les (in)décisions que l'émigration a comporté ; (in)décisions – comme celle de ne pas revenir au pays, par exemple – qui ne vont pas de soi et dont la souffrance qu'elles ont suscité n'est pas nécessairement apaisée.

Cela pose des problèmes sur le plan éthique à l'historien : en effet, dans la construction du colloque le témoin et le chercheur souscrivent un accord tacite, qui lie surtout le second au respect de l'image publique et de la sensibilité du témoin dans la recherche construite à partir de son témoignage. Parfois, donc, le premier peut se sentir trahi par le chercheur, même si ce dernier a agi en pleine bonne foi : les normes qui régissent le champ de la recherche historique ne sont pas nécessairement les mêmes que celles qui régissent la sphère privée.

En plus, si le témoin est (ou a été) partie d'une institution qui a eu un rôle important dans les faits étudiés et donc dans le développement d'une narration collective, comme un syndicat, l'enjeu risque d'être plus difficile, car la version formalisée est plus cristallisée et une lecture critique est souvent vécue comme une remise en question de l'institution même. En ces cas, la volonté de contrôle sur l'utilisation du témoignage par le chercheur est moins légitime et doit être rejetée avec décision : le problème est que dans la réalité les situations sont souvent très nuancées.

A tout cela s'ajoute – toujours et avec tous les témoins – le « choc » donné par l'objectivation⁶ que toute recherche scientifique comporte : le témoin voit ses propos – qui contiennent souvent un important tissu d'émotions personnelles – utilisés de manière inattendue, parfois peu compréhensible, voir différente par rapport aux attentes.

La mémoire est donc – selon « l'ère du témoin »⁷ y compris la nôtre, hantée par l'« obsession de la mémoire »⁸ – un champ de bataille où

les sujets impliqués agissent sur la base de rapports de force parfois inconnus au chercheur mais qui, une fois découverts, peuvent donner des informations très intéressantes et importantes sur le sujet même de la recherche. Et, qu'il en soit conscient ou non, l'historien devient parti prenand dans ce travail continu de redéfinition de la narration collective : sa recherche devient donc un enjeu pour tous les sujets impliqués.

Le rôle du chercheur est alors celui de réveiller – avec respect et sans heurter inutilement les sensibilités de ses informateurs – les contradictions sous-jacentes aux narrations consolidées et en cela il est heureusement aidé par la permanence d'un mémoire non apaisée, souterraine, qui parfois émerge à la lumière du jour grâce aussi à son intervention. Et au fait que – en fin de compte – le travail de recherche est un rapport social avec toutes ses ambiguïtés et sa richesse, ce que les sources orales rendent manifestes de manière plus évidente.

Dans cet article, on cherchera d'exemplifier les propos développés jusqu'ici en décrivant le « travail » de la mémoire encore en cours autour de l'histoire de l'aciérie Monteforno de Bodio à presque vingt ans de sa fermeture et du conflit qui continue à opposer une partie de ceux qui ont participé à cette importante expérience industrielle pour l'établissement d'une narration « officielle ». Mémoire comme terrain d'un conflit qui continue à vivre de manière souterraine pour émerger soudainement et qui permet – en définitive – de maintenir vivante une image intéressante pour l'historien de la Monteforno. Un conflit introduit et maintenu par une variable commune à l'histoire du mouvement des travailleurs en Suisse : la variable migratoire. Ce conflit parfois impacte avec le travail du chercheur.

Le premier mai 2010 la RSI, la Télévision suisse de langue italienne, rediffusait un documentaire de 1995 sur la Monteforno de Vasco Dones et Silvano Toppi, produit l'année qui suit la fermeture de l'aciérie



et intitulé Monteforno e dintorni. Storie di fabbrica, uomini e soldi. Un reportage très intéressant dans lequel les deux journalistes allaient jusqu'en Sardaigne pour retrouver les ouvriers de la Monteforno qui avaient précédemment quitté l'aciérie.

Le 29 juin suivant la Radio suisse de langue italienne diffusait à son tour une première partie d'une émission⁹ dans laquelle je figurais en tant que chercheur pour parler de l'histoire de l'aciérie de Bodio. J'ai moi-même donné à la conductrice toutes les adresses pour contacter des anciens ouvriers qui ont été interviewés dans la deuxième partie du programme.

Ces deux émissions, si différentes, ont soulevé une vague de discussions qui est arrivée jusqu'à moi. J'ai en effet reçu des emails, des cartes postales et des coups de téléphone par des anciens travailleurs Monteforno, dont certains auparavant inconnus, qui me reprochaient des imprécisions dans ma lecture de l'histoire de l'aciérie.

Préoccupé, j'ai donc cherché à comprendre les éventuelles erreurs commises, mais je me suis très tôt aperçu que la grande partie des critiques se référaient à quelques chose qui allait au-delà des informations que j'avais données sur l'aciérie de Bodio et qui touchaient à des questions plus profondes, liées à l'histoire même de la Monteforno et en particulier à sa caractéristique principale : celle d'être un centre productif basé essentiellement sur le travail des immigrés.

La mémoire de la Monteforno

La « Monteforno aciérie et laminaires SA » est née à Bodio, au Tessin¹⁰, en décembre 1946 et est bientôt devenue le plus important centre industriel tessinois et l'un des plus importants au niveau Suisse : en 1973, 947 personnes y travaillaient¹¹ (dont 642 d'origine italienne), tandis que – grâce à d'importants investissements – la productivité y avait atteint des résultats concurrentiels au niveau mondial.

En 1974, à la veille de la crise économique, la Monteforno produisait 334 000 tonnes d'acier par an. C'était la quatrième aciérie en Suisse, probablement la première pour son niveau d'innovation technologique. L'aciérie – après avoir été racheté par Von Roll en 1977 – ferma en 1994 non sans résistance : des mobilisations importantes furent organisées par les syndicats, touchèrent toute la population de la région et questionnèrent fortement la politique tessinoise.

Devant les gigantesques fours pour couler l'acier de la Monteforno se sont succédés au moins deux différentes vagues migratoires en provenance de l'Italie. La première arriva au Tessin de tout le Nord de l'Italie, de Brescia et Bergame, et a été remplacée à partir de la fin des années Cinquante par une nouvelle vague d'immigrants, cette fois en provenance de l'Italie du Sud.

L'aciérie de Bodio a donc été une des principales expériences industrielles privées dans le Tessin de l'après-guerre ; sûrement la seule qui ait eu une dimension telle et une projection suisse et européenne du point de vue technologique.

Sa singularité dans le contexte tessinois explique pourquoi autour d'elle se sont construites de nombreuses narrations, qui sont arrivées à toucher l'espace public et celui du débat politique tessinois.

Ces narrations sont construites autour du noyau dur représenté par certaines anecdotes qui sont connues et répétées avec peu de variantes

par les ouvriers et les dirigeants de la Monteforno, ce qui montre leur nature intrinsèquement interclassiste et donc – en quelque manière – « suspecte »¹² du point de vue de la réalité historique. C'est le cas par exemple du récit sur la naissance de l'aciérie : « Ils ont fait une promenade le long du [fleuve] Tessin, en commençant par Chiasso, pour demander aux maires la possibilité d'installer une industrie de ce type, mais les réponses furent négatives, jusqu'à ce qu'ils arrivent à Bodio où, par chance, au camp sportif où était en train de jouer l'équipe de football de Bodio, ils rencontrèrent l'ingénieur Giudici, président de l'équipe, directeur de l'Atel. L'ingénieur Giudici connaissait Giussani ; ils se virent et Giussani illustra l'idée, un peu déçu par les réponses précédentes, et Giudici lui dit qu'il l'aurait aidé il lui aurait concédé le terrain à des conditions favorables et lui aurait aussi fourni l'énergie électrique. »¹³

Cette anecdote se retrouve – avec peu de variantes – dans de nombreuses interviews réalisées dans le cadre de ma recherche, ainsi que le récit sur l'arrivée des premiers sardes à la Monteforno à la fin des années Cinquante et qui constituèrent la composante régionale plus importante entre les travailleurs italiens. Voilà la version qu'en donne A.D., sarde, ancien travailleur dans l'aciérie : « Lorsque le directeur [de la Monteforno] a appris qu'il y avait deux sardes à la Monteforno... pendant la guerre, il commandait une brigade, il était lieutenant, et il avait sous ses ordres beaucoup de sardes. Et il dit au responsable du personnel : « Tu dois aller en Sardaigne, les sardes sont industriels, obéissants, ce sont des gens honnêtes », même si ce n'est pas toujours vrai [Il rigole]. »¹⁴

Malheureusement pour le directeur, les sardes si industriels et obéissants furent le noyau dur des grèves « sauvages » qui firent à partir de 1970 de la Monteforno un des centres des mobilisations qui partout en Suisse touchèrent l'industrie des machines, puis d'autres branches. En général les témoignages des travailleurs et des dirigeants (les premiers surtout italiens ; les deuxièmes en grande majorité tessinois) sont orientés à donner des rapports sociaux à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine une image assez idyllique : sans nier la fatigue du travail, qui est revendiquée avec fierté, les ouvriers tendent à laisser les contrastes dans l'ombre et à valoriser l'esprit de communauté, de famille qui se respirait à la Monteforno. Une famille unie, dans laquelle les contrastes ne manquaient pas mais qui finalement réussissait toujours à composer les dissensions entre travailleurs et entre travailleurs et dirigeants.

Cette lecture édulcorée est probablement le résultat d'influences diverses : avant tout du fait qu'en général les travailleurs immigrés créent autour du travail leur propre identité et la légitimation de leur expérience migratoire : la Monteforno signifie pour eux le travail, celui qu'ils ont perdu en 1994. Ensuite à la fermeture leur situation s'est souvent aggravée : à l'âge de quarante ou cinquante ans, il a été difficile pour beaucoup de trouver à nouveau du travail et, surtout, une autre communauté comme celle qui s'était créée à l'aciérie.

Mais ont contribué aussi à la création de cette mémoire aux tonalités idylliques les politiques paternalistes¹⁵ élaborées par la direction de l'usine, qui ont vu la construction d'appartements pour les ouvriers, d'une crèche et de nombreuses occasions de distractions sportives

et culturelles, ainsi que des traditions comme la fête de Noël pour les fils des employés. En 1963 naquit le chœur SCAM (Società Corale Aziendale Monteforno), qui participa à de nombreux concerts et rencontres internationales (en 1982 il se produisit devant le président italien Sandro Pertini à Rome) tandis que vers 1968 naquit le Groupe Sportif Monteforno¹⁶, qui permit aux travailleurs et aux dirigeants de pratiquer leur sport préféré (tennis, football, pétanque) et de participer à d'importants tournois organisés par d'autres usines en Italie.

La direction contribua donc à créer des lieux et des événements symboliques où pouvait se déployer la construction d'une identité commune, ainsi que des initiatives sociales qui avaient pour but de lier les ouvriers à l'usine¹⁷, en neutralisant l'influence d'autres lieux, moins contrôlables, où pouvait naître une narration plus critique : avant tout les cafés de la région, mais aussi les réunions syndicales et politiques.

Un autre indice de cet attachement à l'usine par les ouvriers est lié à la figure du patron de la Monteforno : l'avocat Alliata, un important industriel italien qui était propriétaire aussi de l'historique aciérie Cobianni de Omegna¹⁸ (Piémont) et qui avait réussi à conquérir le respect des travailleurs. F.C., ouvrier de la Valmoesa de S. Vittore, de propriété de Alliata, explique : « J'ai grand respect pour l'avocat Alliata, parce que c'était un seigneur. Un fois il dit, à la Cobianni, lui avec les gants blancs, avec les couvre-chaussures, toujours bien habillé, il allait saluer tout le monde, et l'ouvrier : « M'sieur l'avocat, mais je vais vous salir les gants », « Mais si moi je porte les gants blancs, c'est grâce à toi que je peux les acheter ». Non, vraiment, c'était un grand seigneur. »¹⁹

Le rapport entre Alliata et ses ouvriers, presque celui de père et fils, il est en effet assez commun de le trouver dans les interviews des travailleurs et des dirigeants ; la similitude de la famille pour décrire les rapports à l'intérieur de l'usine, une autre caractéristique qui se





■ Légende

répète, est aussi une des manifestations du paternalisme d'entreprise.²⁰

Mais, s'il est vrai qu'ouvriers et direction avaient une perception commune et très forte d'être ensemble les protagonistes d'une aventure industrielle importante, dont chacun se sentait le représentant, il est vrai aussi que la « famille » Monteforno était parfois litigieuse et père et fils n'étaient pas toujours d'accord...

Sous la surface de la version plus patinée des rapports à l'intérieur de l'usine émergent les contrastes récurrents, qui parfois prennent la route du conflit syndical et collectif mais qui d'autres fois se manifestent sous la forme du conflit personnel, en particulier avec les chefs et sous-chefs. La discriminante migratoire, souvent niée (on était tous d'accord...), émerge dans d'autres contextes, par exemple dans la constatation que souvent les emplois moins lourds et dangereux étaient réservés aux tessinois.

Dans un cas j'ai pu récolter le témoignage d'un ouvrier provenant du Sud de l'Italie qui avait amené sa famille à Bodio sans en avoir droit et qui avait été dénoncé aux autorités par un employé tessinois de la Monteforno, qui connaissait sa situation par son travail dans les bureaux de l'aciérie.

Parmi les travailleurs aussi il existait des clivages, qui relevaient de la création de groupes : le plus important était sans doute celui entre ouvriers du Nord de l'Italie, arrivés au tout début de l'histoire de Monteforno, et ouvriers du Sud, avec une expérience et un bagage culturel très différents. Et puis il y avait la différenciation par provenance régionale : les sardes, selon de nombreux témoignages, étaient très liés entre eux et formaient une communauté solidaire et nombreuse.

Même l'image du patron et de ses dirigeants est ternie par les nombreuses histoires qui racontent comment ceux-ci utilisaient les ressources de l'usine à leur propres fins : les témoignages sur les habitudes pour le moins douteuses de certains membres de la direction font souvent l'objet de l'ironie des travailleurs.

La même chose vaut pour la description des rapports avec le monde qui entoure l'aciérie : si l'on examine la récurrente description positive des relations qui liaient les immigrés aux tessinois de la région, on observe à une réalité assez différente et conflictuelle. Très intéressante, par exemple, ce que j'ai appelé la « bataille pour les femmes », qui se déroulait les soirs de fête dans les « grotti » et les restaurants où l'on dansait. Souvent la galanterie des jeunes ouvriers italiens envers les jeunes femmes tessinoises déchaînait des conflits qui finissaient en confrontation physique.

A l'origine du conflit

Dans l'élaboration d'une mémoire commune de l'expérience Monteforno, les années Soixante-dix représentent un moment central ; c'est au début de cette décennie qu'il faut aller chercher les raisons du conflit encore en cours entre diverses lectures de cette histoire. C'est la conclusion à laquelle je suis arrivé en tâchant de comprendre les raisons profondes qui se cachaient derrière la réaction de certains travailleurs et syndicalistes à la suite des émissions radiophoniques et télévisées dont j'ai parlé.

Ce travail d'interprétation et de compréhension a été facilité par la parution dans le quotidien tessinois « La Regione » d'une lettre qui rendait public ce conflit, signée par trois anciens employés Monteforno et par le co-président du syndicat UNIA, Renzo Ambrosetti, qui avait suivi de très près l'aciérie de Bodio.

On pouvait y lire entre autre : « La Monteforno a vu passer des travailleurs provenant de divers pays et régions : indigènes et immigrés. Il n'y a pas eu une seule histoire d'un seul groupe d'immigrés. La Monteforno n'a pas été l'école d'apprentissage d'un seul syndicat, celui de matrice confessionnelle. »²¹

Et voilà une première clef de lecture : soit dans le documentaire de Dones et Toppi, soit dans les deux émissions radiophoniques, une attention particulière était réservée à l'histoire de la communauté sarde de la Monteforno, ce qui a déclenché la réaction d'un partie

des anciens employés et syndicalistes. En cherchant à interpréter leur pensée, exprimée dans la lettre à « La Regione », il y aurait une version dominante de la narration autour de l'aciérie qui oublie l'histoire migratoire d'avant 1960, qui a vu surtout l'arrivée d'ouvriers en provenance de l'Italie du Nord. Ce sont eux qui « ont fait la Monteforno » et l'histoire du travail syndical de la FOMO (Federazione degli Operai Metallurgici ed Orologiai, équivalent tessinois de la FOMH) à l'intérieur de l'aciérie.

Et ce sont encore eux – selon les signataires de la lettre – qui auraient vécu la période la plus difficile du travail en aciérie :

« Il ne faut pas oublier que les installations productives des débuts de la Monteforno ne furent pas celles de la deuxième moitié des années soixante et successives : tant les laminoirs que l'aciérie étaient extrêmement dangereux et le travail était extrêmement fatigant. »²²

Ce passage est intéressant, car il suggère que ceux qui sont arrivés dans les années Soixante – et qui ont organisé les mobilisations les plus dures dans l'aciérie – seraient des privilégiés qui n'auraient pas à trop se vanter pour leur travail syndical : le plus difficile, en somme, avait déjà été fait...

La lettre nous donne deux informations qui ont une utilité évidente pour la recherche sur la Monteforno mais qui peuvent avoir une valeur générale pour les historiens qui s'occupent d'immigration italienne en Suisse. Avant tout elle nous raconte la présence d'un conflit entre immigrés de diverses provenances (Nord ou Sud de l'Italie) à l'intérieur de l'aciérie et l'existence d'un lien entre choix du syndicat et provenance géographique des travailleurs étrangers. Et voilà que – au-delà de l'idée de grande famille qui émerge souvent dans les interviews avec les travailleurs – on perçoit ici un conflit interne à la main d'œuvre immigrée.

Le deuxième élément à souligner est le lien non explicite mais très présent dans la lettre entre provenance géographique et adhésion syndicale : il y a ici la confirmation d'une donnée qui émerge souvent dans les interviews, où la FOMO est décrite comme le syndicat des suisses et des travailleurs du Nord de l'Italie, tandis que l'OCST (Organizzazione Cristiano Sociale Ticinese) est celui des sardes et – par extension – celui des italiens du Sud.

Le contraste qui émerge dans la lettre à « La Regione » a donc deux origines principales qui s'enchevêtrent : l'une réside dans la stratification migratoire présente à l'aciérie de Bodio ; l'autre dans l'histoire du conflit syndical entre la FOMO, syndicat principal à la Monteforno jusqu'aux années Soixante-dix, et l'OCST, le syndicat chrétien, très fort au Tessin. C'est celui-ci qui grâce à l'activisme des travailleurs sardes devient protagoniste des luttes à partir de 1970.

La charnière des années 1960

Avec le début du boom économique au Nord de l'Italie l'émigration des bergamasques, des piémontais et des brescians diminua : le chef des ressources humaines de l'aciérie de Bodio fut donc contraint à partir en mission en Sardaigne pour embaucher de nouveaux travailleurs, dont la Monteforno avait – à partir des années Soixante – désespérément besoin.

Voilà donc qu'une nouvelle vague d'immigrés arrive en basse Leventine : cette fois ce n'est plus la traditionnelle immigration du Nord à laquelle les tessinois étaient plus ou moins habitués²³ ; c'est une immigration de jeunes du Sud, souvent issus du monde rural et qui ont une très faible conscience de classe. Ils n'ont pas l'habitude du syndicat et contrairement à leurs collègues du Nord – qui ont une forte conscience de classe et de discipline syndicale – n'acceptent pas de bon gré l'organisation des syndicats suisses.

Ce fut dans ce groupe de travailleurs que se forma une nouvelle génération de militants ouvriers, qui – comme dans d'autres pays européens – dans les années Soixante-dix monta sur les barricades pour lutter non seulement contre les patrons mais aussi pour modifier la politique des syndicats suisses.

Selon Von Allmen et Steinauer, « A partir de 1970, les mobilisations et les grèves font de l'aciérie Monteforno de Bodio une véritable université du syndicalisme en mouvement. »²⁴ : après la première grève sauvage commença en effet une période de fortes luttes ouvrières dans l'aciérie qui dura jusqu'en 1972, lorsque les syndicats reprirent dans leur mains le monopole du conflit dans l'usine qui pendant deux ans leur avait échappé.

La mobilisation des travailleurs Monteforno eut lieu dans une période plutôt « chaude » : les forces syndicales et de la gauche traditionnelle tessinoise étaient confrontées à l'activisme des groupes d'extrême gauche nés après 1968, tels que le PSA (Parti socialiste autonome), le MGP (Movimento giovanile progressista), la LMR (Ligue marxiste révolutionnaire), qui ont tenté (parfois avec succès) d'influencer les mobilisations à la Monteforno. En particulier le PSA a été l'inspirateur du GOM (Gruppo Operai Monteforno) qui a joué un rôle très important dans l'aciérie²⁵. En plus en 1970 s'était déclenchée la protestation des salarié-e-s Savoy de Stabio (la majorité desquels étaient immigré-e-s italiens) qui suscita les plus vives inquiétudes au sein du groupe dirigeant de la Chambre du Travail tessinoise²⁶.

L'impact de la mobilisation à la Monteforno fut très fort et conduisit à la rupture d'équilibres consolidés : ce fut en ces années qu'il y eut la première véritable élection du comité d'usine, tandis que la FOMO vit pour la première fois sa prépondérance remise en question.

Une phase de lutte qui s'insère dans un contexte européen : au sujet de l'autunno caldo italien et du rôle joué par les immigrés du Sud, Goffredo Fofi, un des premiers à étudier le phénomène, écrivait en 1976 : « En définitive, on pourrait dire que le facteur « immigration » a été le « en plus » qui a accéléré les temps et augmenté la violence de la confrontation à Turin, mais que celui-ci n'a représenté rien d'autre qu'une accentuation majeure d'une situation commune à tous les ouvriers, à Milan, à Mestre et ainsi de suite ».

Ses études ouvrent une perspective comparative intéressante : Fofi, en observant les luttes ouvrières en Europe à partir de 1969 en France et en Suisse, souligne comment toutes ont vu une participation importante de main-d'œuvre immigrée. Et à la tête des mobilisations, il y eut à la Monteforno – justement – la communauté des sardes.

1970 est donc une charnière importante dans l'histoire du conflit souterrain qui oppose groupes différents pour l'établissement d'une narration prévalente sur la Monteforno. Les grèves « sauvages » de

1970-1972 imposèrent au syndicat majoritaire de repenser sa manière d'affronter les nécessités des travailleurs, car le syndicat qui réussit à mieux se synthétiser avec les luttes de ces années fut pour la première fois l'OCST et non pas la FOMO, accusée d'être trop proche de la direction.

Après 1972 et même si les organisations syndicales (dépassées par la spontanéité des luttes commencées en 1970) reprirent en main la situation, le travail syndical à l'intérieur de la Monteforno ne fut plus jamais le même : le rôle de la commission d'usine devint central et le rapport avec la direction formel et non plus laissé au rapport personnel entre syndicalistes et dirigeants.

Les signataires de la lettre à « La Regione » dénoncent donc un écrasement temporel qui réduit la profondeur de la vision historique du développement de la Monteforno aux seules évolutions post 1970 et préconisent un retour à une mémoire qui tienne en plus grande considération la période précédente. Une revendication compréhensible, mais qui risque de se transformer dans une volonté d'oubli qui vise à fermer une fois pour toutes la parenthèse des luttes ouvrières des années Soixante-dix et de normaliser leur contenu explosif du point de vue syndical et social.

Ces luttes qui ont touché nombreux secteurs industriels à partir de 1970 en Suisse ont mis fortement en discussion la tradition syndicale suisse, ancrée à la « paix du travail », mais ont aussi posé de manière forte la question de l'interaction entre travailleurs étrangers et suisses et du rapport entre immigrés et société.

Dans un article où il compare la situation des travailleurs afro-américains dans l'industrie de l'automobile à Detroit et celle des Meridionali à Turin en 1969, Nicola Pizzolato explique comment « The experience of racial discrimination or social isolation can lead to some of the many motives to press forward collective demands for expanded recognition of a group. »²⁷

Pizzolato reprend dans son analyse le concept de « struggle for recognition » mis au point par le philosophe Axel Honneth²⁸, tandis que Patrick Ireland – en parlant des luttes sociales en Suisse dans les années Soixante-dix – les analyse comme « [...] the immigrants' participatory form of choice »²⁹.

Une volonté d'oubli qui se charge donc d'un contenu fort de « retour à la normale » et qui décrit de manière assez fidèle l'attitude générale envers la mémoire des luttes des années Soixante-dix en Suisse : ce n'est probablement pas un cas que cette décennie de grèves et de revendications ouvrières, souvent menées par des travailleurs immigrés ne fasse pas l'objet de recherches historiques globales.

La variable migratoire

Le conflit autour de la mémoire de la Monteforno, avec ses implications politiques, sociales et syndicales montre bien l'impact de l'immigration sur le développement de l'action syndicale dans le second après-guerre. La variable migratoire représente un facteur de questionnement continu qui heureusement rend difficile la construction d'une mémoire apaisée et acritique des luttes et des conquêtes de cette période.



PHOTO

PHOTO

PHOTO

La centralité de ce thème à l'intérieur des syndicats est évidente ; on pourrait même dire que les syndicats suisses se sont construits (en termes d'activité et de réflexion politique et sociale) en positif ou en négatif par rapport à celui-ci et en même temps leur comportement a été évalué (parfois de manière opposée...) par les travailleurs suisses et immigrés justement par la position qu'ils ont adoptée envers l'immigration.

A ce propos les années Soixante-dix représentent – encore une fois – un clivage important : avec l'aboutissement des fameuses initiatives Schwarzenbach³⁰ s'achève une décennie de xénophobie montante, les années Soixante, et commence, parallèlement, le premier développement de luttes de travailleurs dans toute la Suisse, une « [...] vague touchant toute l'industrie des machines [...] »³¹ dont les principaux protagonistes furent souvent des immigrés.

Confrontés à ces phénomènes de radicalisation de la question migratoire les syndicats répondirent de manière différente : la FOMH ne sut prendre une position assez forte en défense des ouvriers immigrés. Il n'est donc pas étonnant de constater que la période la plus dramatique dans les relations suisses-immigrés au sein des syndicats coïncide avec la campagne et la votation sur l'initiative populaire de James Schwarzenbach, au printemps 1970.

Et ce n'est pas par hasard que, au cours des années 70, la Fédération suisse des syndicats chrétiens (CSC) attira de nombreux adhérents, jusqu'à réunir en 1974 près de 100.000 membres : « Cette croissance s'explique en partie par une plus grande ouverture vis-à-vis de l'immigration italienne et espagnole [...] »³³, mais aussi par la plus grande disponibilité du syndicat d'inspiration chrétienne à soutenir des luttes radicales³⁴. Aux mêmes conclusions arrive aussi une étude de Monica Bartolo sur l'attitude des syndicats tessinois envers les travailleurs étrangers³⁵.

Conclusion

Voilà donc éclaircis les termes de ce débat souterrain : les travailleurs FOMO issus de la première vague migratoire se considèrent oubliés par le débat public sur la Monteforno qui réapparaît à cadence régulière sur les médias tessinois.

Ce conflit entre groupes d'anciens ouvriers qui cherchent à faire passer leur interprétation de l'histoire de la Monteforno nous donne en effet des informations très intéressantes sur cette aciérie, au-delà de l'image terne et homogène de grande famille que tous, rétrospectivement, cherchent à lui donner.

On pourrait même dire que ce conflit permet l'existence d'une mémoire vive et non morte de l'aciérie de Bodio, une blessure ouverte dans le corps du souvenir qui nous aide, presque vingt ans après sa fermeture, à toucher du doigt la matière brûlante de Monteforno, sans les stratifications successives posées par le temps et les lectures consolatoires sur la mémoire de cette expérience.

En ce cas la variable migratoire introduit un élément contradictoire et potentiellement dérangeant dans une vision de la mémoire qui tend parfois à se transformer en sacralisation de ce qui n'est plus, dans une mélancolie pour un monde que l'on considère défunt, ce qui n'est pas nécessairement un bon terrain pour le développement de nouvelles luttes.

Enfin ce qui est valable pour la Monteforno l'est en général – je crois – pour l'histoire du mouvement des travailleurs suisses : là aussi l'immigration introduit un élément conflictuel qui est parfois laissé dans l'ombre mais sans lequel on ne peut comprendre le développement des syndicats dans le second après-guerre.

PHOTO